

la fonction publique. Dans plusieurs de ces bureaux, le personnel est beaucoup trop nombreux.

J'ai téléphoné l'autre jour pour demander où j'en étais avec mon impôt sur le revenu. Je me suis mis en rapport avec le ministère pour obtenir un renseignement au sujet de ma déclaration. J'ai remarqué que le personnel est plus nombreux. On a installé des ordinateurs. On m'a dit qu'il faudrait introduire une fiche dans la machine et qu'on ne pourrait me donner l'état de mon compte que dans deux semaines. Voilà la qualité du service qu'on nous fournit, à des prix plus élevés. On pourrait réaliser des économies dans plusieurs de ces secteurs, ce qui nous permettrait d'aider ceux qui en ont besoin sans hausser les impôts.

Le mot subvention, comme l'a signalé un député—je crois que c'était le député de Bruce (M. Whicher)—est un mot qu'on n'hésite pas à employer de nos jours. Je ne tiens pas beaucoup à faire partie d'une industrie subventionnée et je crois que la production des céréales est l'une des rares industries à voler de ses propres ailes, mais il faut se rappeler que nous subventionnons des industries, que ce soit celle des mines, celle de la radio-télévision et que sais-je encore. Pourquoi le mot subvention a-t-il un sens péjoratif quand il s'applique aux agriculteurs de l'Ouest?

Pour conclure, je répète qu'une planification à long terme, même si elle est essentielle, est sans utilité pour un grand nombre de ces producteurs. Si nous voulons maintenir le commerce du grain, il nous faut prendre des mesures urgentes et nos fermiers ont besoin d'argent comptant dès maintenant.

[Français]

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je désire d'abord m'excuser d'avoir été absent cet après-midi. Ma raison, je pense, est excellente, puisque j'ai rencontré, à Ottawa, le Conseil consultatif du ministre de l'Industrie et du Commerce, et il me semble qu'une des conditions essentielles pour que ce Conseil travaille avec efficacité, c'est la présence du ministre qu'il est censé conseiller.

Cependant, on m'a rapporté un certain nombre des arguments qui ont été invoqués cet après-midi à l'appui de la motion de l'opposition. Je n'ai pas la prétention de répondre de façon adéquate à la thèse qui a été soutenue par le chef du Nouveau parti démocratique (M. Douglas) selon laquelle le revenu des cultivateurs de l'Ouest était insuffisant, mais comme on a présenté des arguments qui ont trait à la mise en marché du blé canadien, je pense que je me dois de faire quelques observations à ce sujet.

[M. Downey.]

Ma première remarque sera pour dire qu'étant assez bien informé de la situation de l'industrie du blé et de la situation également assez difficile avec laquelle un certain nombre de cultivateurs de l'Ouest sont aux prises, je serais le dernier à chercher à minimiser la gravité du problème qui se pose présentement.

• (9.30 p.m.)

[Traduction]

Le ministre de l'Agriculture (M. Olson) a déclaré cet après-midi que le gouvernement étudiait tous les aspects du problème. Je sais que les fermiers et les députés ont peut-être raison de vouloir connaître l'attitude du gouvernement, mais je demande à la Chambre de croire que nous avons de bonnes raisons d'examiner à fond tous les aspects de la question.

L'opposition a beau jeu de crier «donneur de l'argent comptant.» Elle a beau jeu de dire que nous devrions avoir un régime de dualité des prix. Il est facile au député de Crowfoot (M. Horner) de prétendre que nous devrions nous livrer à des marchés de troc. Il est facile de mélanger toutes sortes de questions concernant le nouveau Centre des arts ou la remise de droits de douane à l'industrie automobile.

Cependant, si je songe aux réalisations de l'opposition, je pense que le gouvernement doit accueillir avec prudence toutes les recommandations qu'elle a faites aujourd'hui. Le moins qu'on puisse dire est qu'elles doivent être jugées avec soin.

Si l'on regarde en arrière on n'est pas édifié par les recommandations formulées par l'opposition au cours des derniers mois. Au moment où surgissaient les difficultés causées par l'humidité, les députés de l'opposition tenaient presque le gouvernement responsable du mauvais temps, l'accusant de n'avoir rien fait pour conjurer la tragédie du grain humide et gourd. Je les entends encore dire que des millions de boisseaux seraient perdus. Comme les députés le savent, ce problème a été résolu convenablement.

M. Mazankowski: Comment pouvez-vous savoir que des millions de boisseaux n'ont pas été perdus?

L'hon. M. Pepin: Dites simplement le contraire.

M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde): A l'ordre. Mes observations de tout à l'heure s'appliquent à tous les députés.